

PROGRAMME

Cette journée d'échange et de réflexion commencera par un temps d'accueil autour d'un café. Lors de la pause de midi, un buffet froid sera proposé. Un espace sera prévu pour que les associations et collectifs puissent mettre à disposition de la documentation : tracts, dépliants de prévention, ouvrages, etc. N'hésitez pas à apporter ce que vous souhaitez partager.

9h-10h **Accueil**

10h-10h30 **Séance plénière ouverture des Assises**

10h30-10h45 **Pause**

10h45-12h15 **Tables rondes**

1 – Travailleuses du sexe : actrices de la prévention du VIH auprès de nos clients.

Nous échangerons sur notre rôle dans la prévention du VIH et des IST auprès de nos clients et sur le soutien que peuvent nous apporter les associations. Nous réfléchirons aux conséquences de la pénalisation des clients sur nos pratiques quotidiennes et sur la santé publique.

2 – Exercer dans la rue : répression, violences, solidarité...

Nous échangerons sur les dégradations de nos conditions de travail dans la rue, sur l'augmentation des violences et de la répression. Nous parlerons également des moyens d'améliorer ces conditions de travail en prenant appui sur la solidarité entre les travailleuses du sexe.

3 – Exercer sur Internet : violences, répression, solidarité...

Nous échangerons sur nos conditions de travail sur Internet, sur la répression et les violences qui nous visent, ainsi que sur les solidarités et les actions que nous mettons en place pour y faire face.

4 – Solidarité dans le travail du sexe : nos pratiques et nos luttes.

Nous aborderons les formes de solidarité que nous pratiquons, que ce soit au sein de petits groupes ou à plus grande échelle, entre travailleuses du sexe françaises et migrantes, à un niveau local ou national. Nous réfléchirons aussi aux freins à notre solidarité, notamment à la loi sur le proxénétisme de soutien, et à ce que nous pouvons changer.

5 – Le STRASS, syndicat du travail sexuel, où en sommes-nous ?

Créé en 2009 lors des Assises de la Prostitution, le STRASS lutte pour la dépénalisation du travail sexuel, pour la liberté et pour les droits de tout-e-s les travailleuses et travailleurs du sexe, qu'elles-ils exercent dans la rue ou sur Internet, dans un secteur réglementé (strip-tease, pornographie) ou non (prostitution). Le STRASS recense actuellement 300 adhérent-e-s. Nous ferons le bilan de deux ans d'actions et réfléchirons à l'avenir du syndicat.

12h15-14h **Pause, buffet**

14h-15h30 **Tables rondes**

6 – Accès aux soins et travail du sexe : difficultés et perspectives.

L'accès aux soins en France est censé être universel. Pourtant, quand on est travailleur ou travailleuse du sexe, migrant-e, transsexuel-le... des obstacles existent. Nous aborderons les difficultés que nous rencontrons au quotidien et qui limitent notre accès aux soins, ainsi que les perspectives d'action.

7 – Les violences et les moyens d'y faire face.

Nous échangerons sur les différentes violences (physiques, morales, institutionnelles...) qui nous sont faites et sur les moyens d'y résister : autodéfense, solidarité, dépôt de plainte, action auprès des services de police...

8 – Les lois, nos droits.

La loi sur le racolage de 2003, les différents arrêtés municipaux interdisant la prostitution ou le stationnement de nos camionnettes entravent notre droit à exercer notre activité dans des conditions correctes. Après un rapide état des lieux des lois concernant la prostitution, nous échangerons sur les moyens de lutter ensemble pour défendre nos droits et les faire respecter.

9 – Accès au logement : difficultés et perspectives.

Nous rencontrons de nombreuses difficultés pour accéder à un logement (absence de feuille de paie, loi sur le proxénétisme hôtelier...). Nous échangerons sur les actions à entreprendre pour lutter contre cette discrimination.

10 – Pénalisation des clients ou prohibition de la prostitution ? Comment nous organiser pour résister.

La pénalisation de nos clients est un sujet brûlant d'actualité et porté par une grande partie de politiques. Loin de nous protéger, cette mesure risquerait de nous confiner dans la clandestinité et dans la précarité. Notre opinion doit être prise en compte et entendue, et nous réfléchirons ici à des actions concrètes à mettre en oeuvre pour alerter les pouvoirs publics, les élu-e-s et l'opinion publique afin que ce projet soit abandonné.

16h-17h **Séance plénière**
Prises de parole d'associations et de collectifs
de travailleuses et travailleurs du sexe.

17h-18h **Conférence de presse**

Les débats et les prises de parole pourront faire l'objet d'un enregistrement sonore en vue d'une retranscription écrite.

Afin de préserver l'anonymat des personnes qui le souhaitent, il n'y aura ni caméra ni appareil photo pendant les séances plénières et les tables rondes.

Sur le temps de la conférence de presse, et uniquement sur celui-ci, la présence des médias ne permettra pas de garantir l'anonymat des personnes présentes.